

Reconduction d'un régime autoritaire

Formé le 15 décembre 1993 autour du Premier ministre, Daniel Kablan Duncan, ancien ministre des Finances du gouvernement de A. Ouattara, le nouveau gouvernement avait officiellement pour tâche prioritaire le redressement économique; sa composition a cependant reflété une conception autoritaire de la gestion de l'État et la volonté de contrôler les consultations électorales générales de 1995. Mise à l'écart des proches de A. Ouattara, maintien des ministres "sécuritaires" (Léon Konan Koffi à la Défense et Émile Constant Bombet à l'Intérieur), ouverture symbolique à la Culture pour le dirigeant d'un groupuscule d'opposition, le nouveau chef de l'État a ainsi rejeté la proposition de gouvernement de transition faite par Laurent Gbagbo, dirigeant de la principale force d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI).

Hostile à l'article 11, ce mouvement, réuni le 27 novembre 1993 en convention nationale extraordinaire, a demandé l'élection d'une Constituante chargée de donner au pays des institutions démocratiques modernes et l'organisation, sur la base d'une nouvelle loi électorale, de scrutins transparents pour doter le pays d'autorités légitimes. Le vote des non-Ivoiriens récuse par l'opposition... et la Constitution en vigueur est apparu constituer un enjeu décisif pour 1995. Au moins trois millions d'étrangers peuvent, en effet, servir de clientèle électorale au mépris de la Constitution, comme cela a été le cas en 1990.

L'élection, le 5 janvier 1994, de Charles Donwahi à la présidence de l'Assemblée nationale n'a pas révélé de fracture significative parmi les élus du PDCI, l'unité du parti au pouvoir n'était cependant que de façade. Avant même les funérailles de F. Houphouët-Boigny, le 7 février 1994, en présence d'une délégation française pléthorique comprenant nombre d'anciens Premiers ministres, son successeur a placé ses hommes à la tête de la presse écrite et audiovisuelle et réprimé les partisans de A. Ouattara lorsqu'ils ont voulu l'accueillir, en janvier 1994, à l'issue d'un séjour à l'étranger. Après la valse des préfets, des nominations dans l'armée, mais aussi au sein de la police et de la justice, le clan "bédiéiste" s'est assuré le contrôle des rouages de l'État. A partir de février, plusieurs journalistes proches de A. Ouattara ou de l'opposition ont été incarcérés. Le "numéro deux" du FPI, Abou Drahamane Sangaré, a été par deux fois condamné, à un et trois ans de prison ferme, en tant que directeur des publications du groupe Le Nouvel Horizon, proche du FPI.

Craignant de nouvelles provocations du pouvoir, comme cela était arrivé en février 1992, cette formation a privilégié l'organisation de tournées sur l'ensemble du pays où elle a achevé de se structurer territorialement. A l'ordre du jour de son congrès de la fin 1994, figurait le lancement de la campagne présidentielle de son charismatique secrétaire général, L. Gbagbo, à la popularité et l'habileté inquiétantes pour le nouveau président, lui-même déjà en campagne mais peu à l'aise en public. Réuni le 30 avril, le congrès extraordinaire du PDCI a ovationné ce dernier pour qu'il prenne la tête du parti sans qu'ait pu s'exprimer Djény Kobéna, animateur des "rénovateurs" regroupés dans le Rassemblement des républicains.

Ce climat politique tendu, illustré par la répression des étudiants intervenue en mai 1994, n'est pas apparu propice à encourager les investisseurs dans cet État sous haute surveillance du FMI (tout programme a été suspendu de septembre 1992 à janvier 1994). Plus de dix ans